



L'emploi reste dynamique en 2018 malgré un repli dans quatre régions

En 2018, l'emploi en France progresse moins vite : + 225 000 après + 338 000 en 2017, malgré l'accélération de l'emploi non salarié. L'emploi est surtout porté par le tertiaire marchand, la légère reprise de la construction et une hausse dans l'industrie. Le ralentissement du tertiaire non marchand se poursuit.

En 2018, l'emploi n'augmente plus partout : il baisse à La Réunion, en Bourgogne-Franche-Comté, dans le Centre-Val de Loire et le Grand Est. Il est par contre particulièrement dynamique en Corse, en Guadeloupe et en Guyane.

Thomas Cohadon (division Synthèse et conjoncture du marché du travail – Insee), Éric Planchais (mission Estimations d'emploi localisées – Insee)

Insee Focus N° 172 - décembre 2019

L'emploi progresse moins vivement en 2018 qu'en 2017

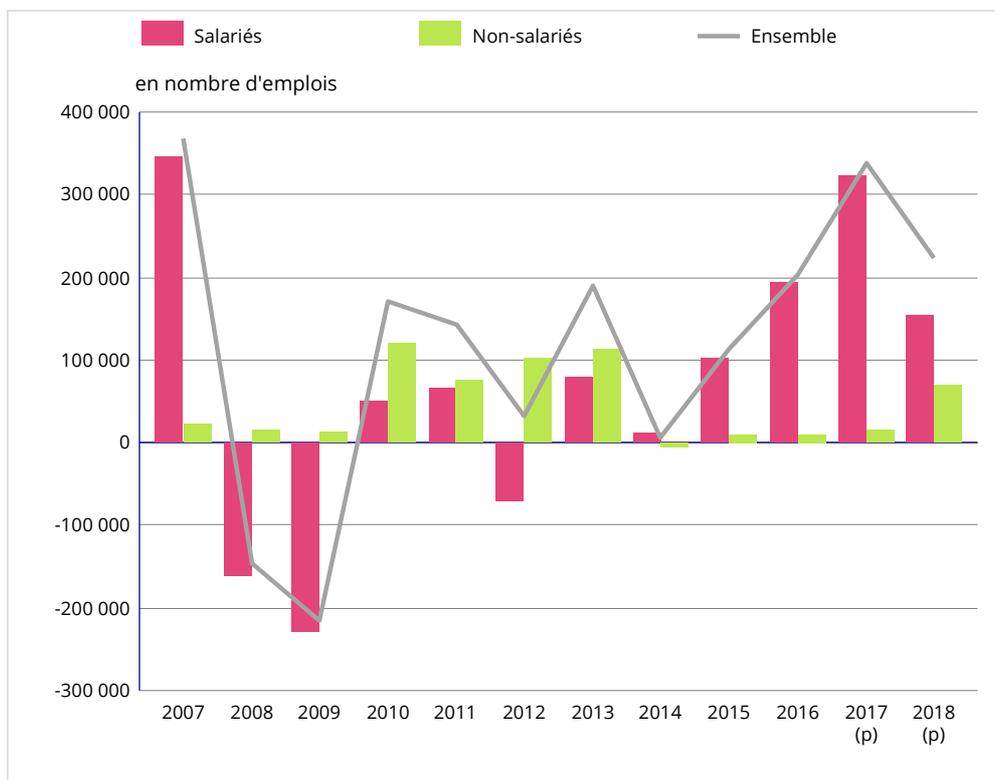
Fin 2018, 28,1 millions de personnes occupent un emploi en France hors Mayotte (**sources**). L'emploi continue de progresser fortement avec la création nette de 225 000 emplois en 2018 (**figure 1**). La hausse est plus faible que l'année précédente, mais avec 338 000 créations d'emplois, 2017 marquait la plus forte progression annuelle depuis 2007.

Cet infléchissement est surtout imputable au ralentissement de l'activité économique : 1,7 % de hausse du produit intérieur brut en 2018, après + 2,3 % en 2017. En outre, l'effet des politiques allégeant le coût du travail continue de s'estomper, du fait notamment de l'arrêt mi-2017 de la prime à l'embauche dans les PME.

Le ralentissement de l'emploi provient de l'emploi salarié, qui constitue près de 90 % de l'emploi total. L'emploi salarié augmente de 154 000 emplois en 2018, soit plus de deux fois moins qu'en 2017 (+ 323 000).

En revanche, l'emploi non salarié accélère en 2018 (+ 71 000 en 2018, après + 15 000 en 2017). Les assouplissements apportés au régime de la microentreprise, notamment le doublement des plafonds de chiffre d'affaires à compter de janvier 2018, expliqueraient ce regain de dynamisme.

Figure 1 – Variation de l'emploi en France entre 2007 et 2018



(p) : données provisoires.

Lecture : en 2018, l'emploi salarié progresse de 154 000 personnes et l'emploi non salarié de 71 000. Au total, l'emploi augmente de 225 000 personnes en France.

Champ : emploi salarié et non salarié, en fin d'année ; France hors Mayotte.

Source : Insee, Estimations d'emploi.

Le tertiaire marchand porte encore la hausse de l'emploi en 2018

En 2018, le tertiaire marchand continue de porter la hausse de l'emploi, même si sa progression est moins forte qu'en 2017 (**figure 2**). Le secteur représente 176 000 créations nettes d'emplois en 2018 (+ 1,3 %), après 307 000 créations en 2017 (+ 2,3 %). Cette décélération est imputable à l'emploi salarié : + 121 000 en 2018 (soit + 1,0 %), après + 295 000 en 2017 (+ 2,5 %). L'emploi non salarié au contraire accélère nettement : + 55 000 (soit + 3,8 %) en 2018, après + 12 000 (+ 0,8 %) en 2017.

Le ralentissement de l'emploi dans le tertiaire non marchand se poursuit : + 11 000 emplois en 2018, après + 18 000 en 2017. L'emploi salarié recule notamment plus nettement en 2018 (- 6 000) que l'année précédente (- 1 000).

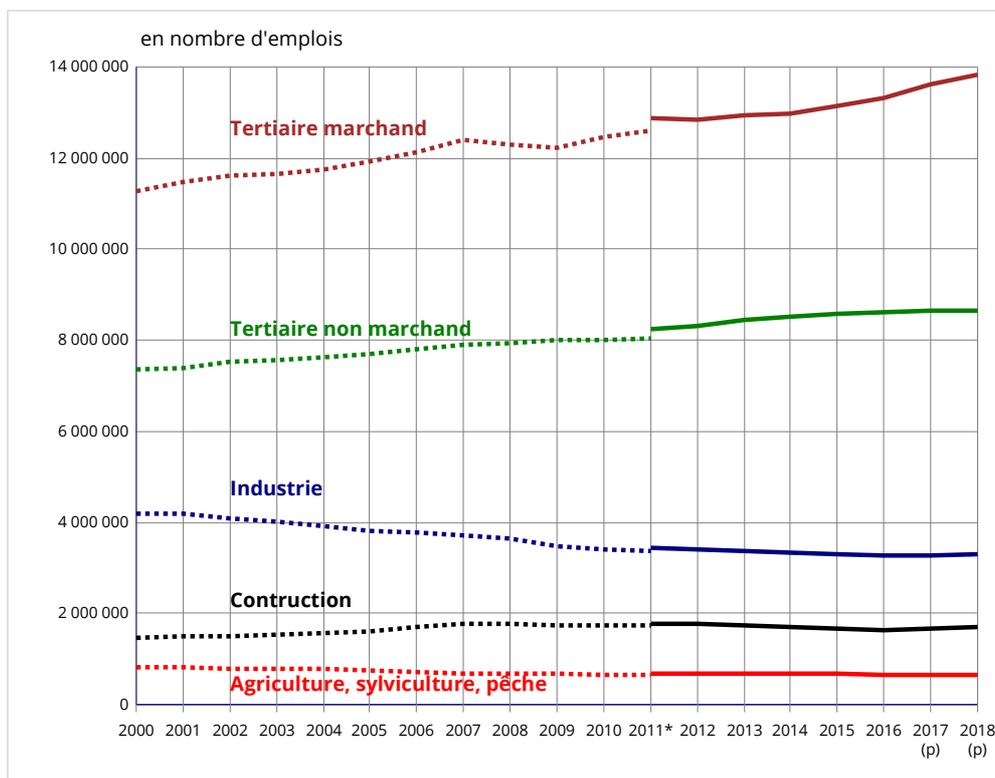
En 2018, l'embellie se confirme dans l'industrie : l'emploi progresse (+ 14 000). En 2017, l'emploi dans l'industrie avait quasiment cessé de reculer, pour la première fois depuis 2000.

La reprise de l'emploi dans la construction se confirme également, avec + 31 000 emplois. Pour la première fois depuis 2008, l'emploi a augmenté en 2017 (+ 22 000). En 2018, la progression est portée principalement par l'emploi salarié (+ 28 000). L'emploi non salarié rebondit aussi : 3 000 emplois supplémentaires en 2018, alors qu'il baissait en 2017 (- 5 000).

Enfin, la baisse de l'emploi agricole persiste en 2018 (- 7 000). Elle est particulièrement marquée chez les exploitants agricoles (- 6 000) mais elle touche aussi l'emploi salarié (- 1 000).

- **Emploi total**
- Emploi salarié
- Emploi non salarié

Figure 2a - Nombre d'emplois total par secteur d'activité en France



(p) : données provisoires.

* : avant 2011, les données d'emploi salarié et non salarié par secteur d'activité ne sont disponibles qu'au niveau France métropolitaine.

Champ : emploi salarié et non salarié, en fin d'année ; France métropolitaine jusqu'en 2011 (courbes en pointillés), France hors Mayotte à partir de 2011.

Source : Insee, Estimations d'emploi.

Quatre régions perdent de l'emploi en 2018

En 2018, contrairement aux deux années précédentes, certaines régions perdent de l'emploi. En effet, l'emploi diminue à La Réunion, en Bourgogne-Franche-Comté, dans le Centre-Val de Loire et dans le Grand Est (**figure 3**). En particulier, l'emploi se replie dans le tertiaire, marchand ou non, pour ces quatre régions. À La Réunion, les évolutions d'emploi sont les plus basses de France dans le tertiaire non marchand, le tertiaire marchand et la construction. Dans le tertiaire non marchand notamment, l'emploi diminue fortement (- 2,0 %) alors que ce secteur y représente 4 emplois sur 10.

Dans les Hauts-de-France et en Normandie, l'emploi progresse très faiblement. La croissance de l'emploi dans le tertiaire marchand y est inférieure à 1,0 % et l'emploi diminue dans le tertiaire non marchand (- 0,5 % dans les deux régions).

À l'inverse, l'emploi augmente très fortement en Guyane (+ 4,5 %), en Guadeloupe (+ 2,4 %) et en Corse (+ 2,4 %), où les hausses d'emploi sont particulièrement élevées dans le tertiaire, marchand ou non, et dans l'industrie.

Dans les autres régions (Île-de-France, Martinique, Occitanie, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Auvergne-Rhône-Alpes, Bretagne, Nouvelle-Aquitaine et Pays de la Loire), l'emploi continue d'augmenter nettement (de + 0,8 % à + 1,6 %).

Dans toutes ces régions, sauf dans les Pays de la Loire, le tertiaire marchand y augmente davantage qu'en moyenne nationale. Le secteur est particulièrement dynamique en Martinique et en Île-de-France (+ 2,1 % dans les deux régions), d'autant qu'il représente 6 emplois sur 10 dans la région parisienne. Dans les Pays de la Loire, l'emploi du tertiaire marchand progresse plus faiblement que la moyenne nationale, mais cet écart est en partie compensé par la bonne santé de l'industrie (+ 1,7 %).

Tous secteurs
 Agriculture, sylviculture, pêche
 Industrie
 Construction
 Tertiaire marchand
 Tertiaire non marchand

Sources

Les **Estimations d'emploi** constituent la source de référence pour le suivi conjoncturel de l'emploi. Elles comptabilisent, annuellement et trimestriellement, le nombre de personnes en emploi en France hors Mayotte.

Les Estimations annuelles mesurent l'emploi total (salarié et non salarié) sur la dernière semaine de l'année par secteur d'activité (jusqu'au niveau A88 de la NAF rév. 2) et par échelon géographique (jusqu'à la zone d'emploi).

Depuis le millésime 2007, les Estimations annuelles d'emploi sont issues du dispositif Estel (Estimations d'emploi localisées), qui se fonde sur l'utilisation de sources administratives. Pour les salariés, il s'agit des Déclarations annuelles de données sociales (DADS « grand format ») et de la Déclaration sociale nominative (DSN) contenant, en plus des DADS et de la DSN *stricto sensu*, les données du fichier de paye des agents de l'État et celles des particuliers employeurs. Pour les non-salariés agricoles, les sources mobilisées sont les fichiers de la Mutualité sociale agricole (MSA) et pour les non salariés non agricoles, les fichiers de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acos). Estel mesure l'emploi répertorié dans l'ensemble de ces sources administratives sur la dernière semaine de l'année, avec prise en compte de la multi-activité.

Les Estimations annuelles provisoires, produites pour les années ultérieures à la dernière validité du dispositif Estel (ici pour 2017 et 2018), reposent principalement sur les déclarations des entreprises auprès des organismes de recouvrement (**source Epure**), les données sur l'emploi intérimaire de la Dares et les données relatives aux particuliers employeurs.

Dans les Estimations annuelles d'emploi, les secteurs d'activité sont définis en fonction de l'activité principale des établissements en fin d'année.

Dans les Estimations d'emploi, les multi-actifs, c'est-à-dire les personnes qui occupent plusieurs emplois à une même date (soit parce qu'elles sont salariées et ont plusieurs employeurs, soit parce qu'elles sont à la fois non-salariées et salariées), ne sont comptés qu'une seule fois, au titre de leur emploi principal, qui correspond à celui qui leur procure la plus forte rémunération sur l'année.

Définitions

Microentreprise : une microentreprise est une entreprise occupant moins de 10 personnes, et qui a un chiffre d'affaires annuel ou un total de bilan n'excédant pas 2 millions d'euros. Les microentreprises font partie des petites et moyennes entreprises (PME).

Cette notion, utilisée à des fins d'analyse statistique et économique, diffère de celle du régime fiscal de la micro-entreprise et ne s'apparente pas non plus au statut de micro-entrepreneur, appelé auto-entrepreneur avant le 19 décembre 2014.

Remarque :

Cette catégorie d'entreprises est définie par le décret d'application (n°2008-1354) de l'article 51 de la loi de modernisation de l'économie, « relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique ».

Secteur d'activité / Secteur : un secteur regroupe des entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale (au regard de la nomenclature d'activité économique considérée).

L'activité d'un secteur n'est donc pas tout à fait homogène et comprend des productions ou services secondaires qui relèveraient d'autres items de la nomenclature que celui du secteur considéré.

Au contraire, une branche regroupe des unités de production homogènes.



Institut national de la statistique et des études économiques

88 avenue Verdier, 92541 Montrouge Cedex

Directeur de la publication : Jean-Luc Tavernier